

**FIDA****FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE****Conseil d'administration - Soixante-seizième session**

Rome, 4-5 septembre 2002

RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT**Ressources disponibles pour engagement**

1. Les annexes I et II ont pour objet de renseigner le Conseil d'administration sur les ressources engageables au titre du Programme ordinaire du FIDA au 30 juin 2002.
2. Il apparaît à l'annexe I que, aux taux de change du 30 juin 2002, les ressources nettes disponibles pour engagement étaient égales à zéro au 30 juin 2002.
3. L'annexe II donne l'état détaillé au 30 juin 2002 des contributions d'États membres spécifiquement exclues des ressources engageables.
4. L'annexe III détaille les montants des prêts et des dons approuvés par le Conseil d'administration à sa soixante-quinzième session en avril 2002.
5. L'annexe IV détaille les montants des prêts et des dons soumis à la présente session du Conseil d'administration, qui s'élèvent à approximativement 101,2 millions de DTS. Aux taux de change en vigueur au 30 juin 2002, ces prêts et ces dons se chiffrent à quelque 134,7 millions de USD.
6. L'annexe V présente les ressources engagées au titre du pouvoir d'engagement anticipé (PEA) en 2002. Elle contient une analyse des flux nets durant la période d'utilisation du PEA, conformément à la demande formulée par le Conseil d'administration à sa soixante-quinzième session. Elle fait également apparaître les rentrées nettes attendues jusqu'au 30 septembre 2002.
7. Étant donné que les ressources disponibles pour engagement au 30 juin 2002 risquent de ne pas être suffisantes pour couvrir le montant prévu des prêts et des dons qui doivent être approuvés à la présente session du Conseil d'administration, on compte recourir au PEA, conformément aux dispositions du paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV du Conseil des gouverneurs et comme recommandé au paragraphe 12 ci-après.



Le pouvoir d'engagement anticipé et son plafond

8. À sa vingtième session tenue en février 1997, le Conseil des gouverneurs a autorisé le recours au PEA dont le principal objet est de compenser au moment de l'approbation de prêts et de dons les déficits de ressources engageables qui peuvent apparaître au cours d'une année du fait de retards dans le versement des contributions, de la volatilité du produit des placements et/ou de retard dans les paiements et remboursements au titre de prêts octroyés par le Fonds.

9. Lorsque le mécanisme du PEA a été adopté pour la quatrième reconstitution, le montant qui pouvait être engagé par ce moyen durant la période de reconstitution a été plafonné à 450 millions de USD, ce qui équivalait à trois années de rentrées des prêts à l'époque.

10. En vertu de la résolution 119/XXIV relative à la cinquième reconstitution des ressources adoptée le 31 juillet 2000, le PEA a été prorogé d'un an à compter de la fin de la période de la cinquième reconstitution, c'est-à-dire jusqu'au 19 février 2005. Il appartient au Conseil d'administration d'établir le niveau cumulatif des ressources disponibles au titre du PEA.

11. Les modalités d'utilisation du PEA durant la cinquième période de reconstitution, qui va du 20 février 2001 au 19 février 2004, sont définies dans le document GC 24/Res.119/XXIV/Rev.1. Elles habilite le Conseil d'administration à décider quel doit être le montant maximum disponible au titre du PEA durant la période de reconstitution. Le Conseil d'administration n'a pas pris de décision officielle à cet effet, mais les analyses fournies par la Direction aux membres, notamment dans le cadre de la projection des ressources, se sont fondées sur le postulat que le montant pouvant être engagé au titre du PEA serait plafonné au même niveau relatif que durant la quatrième reconstitution, c'est-à-dire à l'équivalent de trois années de rentrées. Si l'on se fonde sur l'estimation actuelle des rentrées des prêts, le plafond serait d'environ 533 millions de USD. Comme on peut le voir à l'annexe V, le montant du PEA reporté au 30 juin 2002 est de 149,8 millions de USD; selon les dernières projections, le montant du PEA à reporter à la fin de septembre 2002 sera de quelque 210,5 millions de USD.

Recommandation

12. Compte tenu de l'état des ressources au 30 juin 2002, le Conseil d'administration est invité à approuver le recours au PEA, comme suit:

“Le Conseil d'administration, conformément au paragraphe III.17 de la résolution 119/XXIV adoptée par le Conseil des gouverneurs, constatant un déficit de ressources actuellement estimé à 134,7 millions de USD, du fait que les ressources engageables sont égales à zéro, et que les prêts et dons soumis pour approbation se montent à 134,7 millions de USD, approuve le recours au PEA à hauteur de 134,7 millions de USD et autorise en conséquence le Président à conclure les accords correspondant aux prêts et aux dons approuvés par le Conseil d'administration à sa soixante-seizième session en septembre 2002. En outre, le Conseil d'administration prie le Président de lui faire rapport à sa prochaine session et aux sessions suivantes sur le recours au PEA et sur les ressources disponibles pour engagement.”

ÉTAT DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT
au 30 juin 2002
 (en milliers de USD)

Avoirs en monnaies librement convertibles		
Espèces	416 992	
Placements	1 597 956	
Billets à ordre – États membres	430 028	
Autres sommes à recevoir	<u>123 984</u>	2 568 960
À déduire		
Sommes à payer et obligations échues		(199 637)
Réserve générale		(95 000)
Prêts entrés en vigueur non décaissés	(1 671 291)	
Prêts approuvés, signés mais non encore entrés en vigueur	(433 796)	
Dons non décaissés	<u>(48 031)</u>	(2 153 118)
Tirages sur des billets à ordre qui n'ont pas été réglés (voir annexe II)		<u>(105 783)</u>
		(2 553 538)
Ressources disponibles pour engagement		15 422
À déduire		
Prêts non encore signés		(151 140)
Dons non encore signés		<u>(14 052)</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement avant recours au PEA		(149 770)
PEA approuvé à la soixante-quatorzième session du Conseil d'administration, avancé au 31 mars 2002	83 563	
PEA approuvé à la soixante-quinzième session	<u>106 200</u>	
		189 763
À déduire:		
Recours au PEA annulé pendant la période avril-juin 2002		<u>(39 993)</u>
PEA à reporter		<u>149 770</u>
Ressources nettes disponibles pour engagement		<u>0</u>

**RESSOURCES DISPONIBLES POUR ENGAGEMENT AU TITRE DU
 PROGRAMME ORDINAIRE DU FIDA
 AU 30 JUIN 2002**

Montants spécifiquement exclus
 (en milliers de USD)

Programme ordinaire du FIDA

**Tirages sur des billets à ordre au titre des
 contributions initiales qui n'ont pas été réglés**

Iran	29 358	
Iraq	<u>13 717</u>	
		43 075

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
 première reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Iraq	31 099	
Qatar	<u>7 017</u>	
		38 116

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
 deuxième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Qatar	5 000	
Mauritanie	<u>2</u>	
		5 002

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
 troisième reconstitution qui n'ont pas été réglés**

Corée, R.P.D.	600	
Jamahiriya arabe libyenne	16 000	
Mauritanie	25	
Nigéria	<u>2 955</u>	
		19 580

**Programme spécial pour les pays de
 l'Afrique subsaharienne touchés par la
 sécheresse et la désertification**

**Tirages sur des billets à ordre au titre de la
 première phase qui n'ont pas été réglés**

Mauritanie		<u>10</u>
------------	--	-----------

Total des montants spécifiquement exclus	<u>105 783</u>
---	-----------------------

ANNEXE III

**PRÊTS ET DONS APPROUVÉS
À LA SOIXANTE-QUINZIÈME SESSION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION EN AVRIL 2002**

PRÊTS		
Pays	Nom du projet	Équivalent en DTS
Cameroun	Projet d'appui au développement communautaire	9 500 000
Égypte	Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest	14 600 000
Érythrée	Projet de développement de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Gash Barka	8 100 000
Haïti	Programme d'appui aux initiatives productives en milieu rural	17 400 000
Inde	Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa	16 050 000
Laos	Projet d'appui aux initiatives communautaires dans la province d'Oudomxai	10 800 000
Total partiel		76 450 000
DONS		
Institution	Nom	Équivalent en DTS
FAO	Programme relatif aux études des ressources marines et de l'environnement dans la mer Rouge	801 982
FAO	Mise en place d'un réseau de savoirs intéressant le monde rural en Afrique orientale	1 202 974
RIMISP	Réseau FIDAMERICA – Phase III	732 210
ICARDA	Renforcement de la sécurité alimentaire dans la région de la vallée du Nil et de la mer Rouge: Mise au point et diffusion de technologies destinées à la production durable de céréales et de légumineuses vivrières d'hiver	938 319
CRDI	Mise en réseau électronique de projets ruraux en Asie et dans le Pacifique (ENRAP) – Phase II	801 982
IICA	Programme d'appui aux microentreprises rurales en Amérique latine et aux Caraïbes (PROMER)	470 764
CLD	Don au Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique (CLD), à l'appui de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes d'action et d'initiatives connexes – Deuxième tranche	1 002 478
Total partiel		5 950 709
Total		82 400 709¹

¹ Équivalent à quelque 106,2 millions de USD au taux de change du 31 mars 2002.

ANNEXE IV

**PROPOSITIONS DE PRÊTS ET DE DONS PRÉSENTÉES À LA
SOIXANTE-SEIZIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR APPROBATION**

PRÊTS PROPOSÉS			
Pays	Nom du projet	Équivalent en USD ^a	Équivalent en DTS ^a
Chine	Programme de conservation de l'environnement et de réduction de la pauvreté dans les provinces du Ningxia et du Shanxi	28 000 000	21 045 353
Ghana	Projet en faveur des petites entreprises rurales – Phase II	11 308 910	8 500 000
Guinée	Projet de développement durable de l'agriculture dans la région forestière	12 506 324	9 400 000
Mauritanie	Projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama – Phase II	10 200 000	7 666 521
Mongolie	Programme de réduction de la pauvreté rurale	14 800 000	11 123 972
Ouganda	Programme de services financiers en milieu rural	18 493 394	13 900 000
Tunisie	Programme de développement agropastoral et de promotion des initiatives locales dans le Sud-Est	18 759 486	14 100 000
Yémen	Projet de développement rural participatif dans la région de Dhamar	14 435 491	10 850 000
Total partiel		128 503 605	96 585 846
DONS PROPOSÉS			
Institution	Nom		
CIAT	Programme de développement intégré de l'agriculture d'altitude au moyen d'approches participatives en Chine, au Laos et au Viet Nam	1 450 000	1 089 848
Gaza et Cisjordanie	Projet de redressement et de développement à Gaza et en Cisjordanie	3 000 000	2 254 859
ILRI	Programme de santé des petits ruminants – Amélioration des moyens de subsistance et ouverture de nouveaux débouchés aux paysans pauvres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord	1 100 000	826 782
Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté	Don d'assistance technique à la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté à l'appui de ses programmes, activités et services mondiaux	600 000	450 972
Total partiel		6 150 000	4 622 461
Total		134 653 605	101 208 307

^a Calculé au taux de conversion USD/DTS du 30 juin 2002, soit 1,33046, sur la base du montant total en DTS des prêts lorsque ce montant a déjà été négocié et du montant en USD des prêts non encore négociés et des dons.

ENGAGEMENT ET UTILISATION DE RESSOURCES AU TITRE DU POUVOIR D'ENGAGEMENT ANTICIPÉ

2001 EXÉCUTION, 2002 EXÉCUTION (PREMIER SEMESTRE) ET PRÉVISION (TROISIÈME TRIMESTRE)			
(millions de USD)			
	2001 Exécution avril à décembre	2002 Exécution janvier à juin	2002 Prévision juillet à septembre
Ressources disponibles en début de période	15,0	0	0
Prêts et dons proposés (72°/73°/74° Conseils d'administration)	420,1	-	-
Prêts et dons proposés (75°/76° Conseils d'administration)		106,2	134,7
Recours au PEA approuvé par les 72°/73°/74°/75°/76° Conseils d'administration	375,5	106,2	134,7
Analyses des flux			
Rentrées des prêts	127,0	82,1	45,0
Annulations de prêts	29,1	0,2	13,0
Contributions des membres	124,4	62,9	22,0
Produit des placements/(perte)	17,6	(9,1)	14,0
	298,1	136,1	94,0
Dépenses administratives, ASMC, PTS	(38,5)	(23,3)	(13,0)
Dépenses MFDP	-	(2,6)	(7,0)
Transferts PPTE	(4,0)	-	-
	(42,5)	(25,9)	(20,0)
Variations nettes dues aux fluctuations des taux de change	(7,8)	(4,4)	-
Libération de contributions exclues	9,8	4,5	-
	2,0	0,1	-
Solde des flux	257,6	110,3	74,0
Engagements au titre des prêts et des dons ^a	(426,3)	(106,4)	(134,7)
PEA - montant couvert durant la période	(221,8)	(110,1)	(74,0)
Ressources disponibles en fin de période	0	0	0
PEA reporté			
73° Conseil d'administration	-		
74° Conseil d'administration	153,7	43,6	-
75° Conseil d'administration	-	106,2	75,8
76° Conseil d'administration	-	-	134,7
Total	153,7	149,8	210,5

Note:

ASMC	=	Assurance-maladie après cessation de service
MFDP	=	Mécanisme de financement du développement des programmes
PPTE	=	Pays pauvres très endettés
PTS	=	Programme de transformation stratégique

^a Y compris les dons approuvés directement par le Président.